



**FIGESTAUDIT**

Société de commissariat aux comptes

## **ASSOCIATION NOVA DONA**

Siège social : 12, allée Gaston Bachelard – 75 014 PARIS

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

-+-+--+--

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2020

Siège social : 12, rue Tronchet - 75008 Paris

T é l . : 0 1 4 2 6 8 3 4 0 0

[www.figest.fr](http://www.figest.fr) - [contact@figest.fr](mailto:contact@figest.fr)

S.A.R.L. au capital de 4 000 euros - 509 745 154 R.C.S. Paris

Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris Ile-de-France

N° de TVA Intracommunautaire : FR16 509 745 154

# **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2019**

-----

Aux Membres de l'Association,

## **1 – Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de « **l'Association NOVA DONA** », relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note de l'annexe concernant le montant de la provision pour départ à la retraite.

Par ailleurs, nous vous précisons que nos contrôles ne s'étendent pas aux comptes administratifs présentés à vos financeurs.

## **2 – Fondement de l'opinion**

### **2.1 – Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

## **2.2 – Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## **3 – Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2019 ont été arrêtés selon les principes et conventions générales indiqués dans le paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe.

- Nos travaux ont consisté à apprécier le bien fondé du choix des hypothèses retenues et leur correcte application pour l'établissement des états financiers.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **4 – Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président de l'Association et dans les documents adressés aux Membres de l'Association sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'Assemblée générale ordinaire appelé à statuer sur les comptes.

## **5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **6 – Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

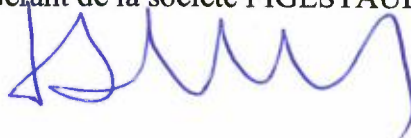
- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à REIMS, le 12 juin 2020

Julien DURAND  
Commissaire aux comptes  
Responsable Technique et  
Gérant de la société FIGESTAUDIT





ACTIF	du 01/01/2019 au 31/12/2019		au 31/12/2018	
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques	4 915	4 915	0	0
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Inst. tech., matériel et Outil. Industriels				
Autres immobilisations corporelles	39 952	29 245	10 707	14 338
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	7 250	0	7 250	7 250
Autres immobilisations financières				
<b>TOTAL I</b>	<b>52 117</b>	<b>34 160</b>	<b>17 957</b>	<b>21 588</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Matières premières et autres approvision.				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				
<b>Créances</b>				
Créances usagers et comptes rattachés	200	0	200	0
Autres créances	40 083	0	40 083	136 975
Capital souscrit et appelé, non versé				
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	0	0	0	0
<b>Disponibilités</b>	660 498	0	660 498	538 269
<b>Charges constatées d'avances</b>	0	0	0	0
<b>TOTAL II</b>	<b>700 780</b>	<b>0</b>	<b>700 780</b>	<b>675 244</b>
<b>Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)</b>				
<b>Primes de remboursement d'obligations (IV)</b>				
<b>Ecart de conversion actif (V)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>752 897</b>	<b>34 160</b>	<b>718 737</b>	<b>696 832</b>

PASSIF	au 31/12/2019		au 31/12/2018	
	Net	Net	Net	Net
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>				
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>				
<b>Ecart de réévaluation</b>				
<b>Réserves</b>				
Excédents affectés à l'investissement		33 238		33 238
Réserves de compensation		18 778		18 778
<b>Report à nouveau</b>				
Report à nouveau		248 566		285 357
Dépenses refusées par l'autorité de tarification		-33 939		-33 939
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		7 775		-33 653
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		-25 103		-25 103
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>50 198</b>		<b>4 637</b>
<b>Subventions d'investissement</b>		<b>0</b>		<b>0</b>
<b>Provisions réglementées</b>		<b>28 788</b>		<b>28 788</b>
<b>TOTAL I</b>		<b>328 301</b>		<b>278 103</b>
<b>Provisions pour risques</b>				
<b>Provisions pour charges</b>		<b>0</b>		<b>0</b>
<b>Fonds dédiés</b>		<b>121 337</b>		<b>128 300</b>
		<b>131 379</b>		<b>131 379</b>
<b>TOTAL II</b>		<b>252 716</b>		<b>259 679</b>
<b>Emprunts obligataires</b>				
Emprunt et dettes auprès des établissements de crédit				
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>		<b>52 029</b>		<b>65 378</b>
<b>Dettes fiscales et sociales</b>		<b>85 691</b>		<b>93 673</b>
<b>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</b>		<b>0</b>		<b>0</b>
<b>Autres dettes</b>		<b>0</b>		<b>0</b>
<b>Instruments de trésorerie</b>				
<b>Produits constatés d'avance</b>				
<b>TOTAL III</b>		<b>137 720</b>		<b>159 050</b>
<b>Ecart de conversion actif (IV)</b>				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>		<b>718 737</b>		<b>696 832</b>

	au 31/12/2019	au 31/12/2018
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL VI</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (V-VI)</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)</b>	<b>50 090</b>	<b>-4 367</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	203	0
Sur opérations en capital	0	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	0	4 746
<b>TOTAL VII</b>	<b>203</b>	<b>4 746</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	95	30
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions		
<b>TOTAL VIII</b>	<b>95</b>	<b>30</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)</b>	<b>108</b>	<b>4 716</b>
<b>Impôts sur les sociétés IX</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)</b>	<b>757 257</b>	<b>839 897</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX)</b>	<b>707 060</b>	<b>839 548</b>
<b>SOLDE INTERMEDIAIRE</b>	<b>50 198</b>	<b>348</b>
<b>+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs</b>	<b>0</b>	<b>4 289</b>
<b>- Engagements à réaliser sur ressources affectées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>EXCEDENT ou DEFICIT</b>	<b>50 198</b>	<b>4 637</b>

	au 31/12/2019	au 31/12/2018
<b>Produits d'exploitation</b>		
Ventes de marchandises	7 970	0
Production vendue (bien et services)	<b>7 970</b>	<b>0</b>
<b>MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b> dont à l'exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Dotations et produits de tarification	742 120	834 671
Subventions d'exploitation		
Reprises sur provisions, amortissements et transfert de charges	6 963	0
Transferts de charges	0	478
Autres produits (hors cotisations)		
<b>TOTAL I</b>	<b>757 053</b>	<b>835 149</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks d'approvisionnement		
Autres achats et charges externes	237 137	249 351
Impôts, taxes et versements assimilés	24 385	16 446
Salaires et traitements	299 449	296 894
Charges sociales	127 565	139 027
<b>Dotations aux amortissements et aux provisions</b>		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	3 632	4 964
Sur immobilisations : dotations aux provisions	0	0
Sur actif circulant : dotations aux provisions	0	0
Pour risques et charges : dotations aux provisions	0	128 300
<b>Autres charges</b>		
	14 797	4 536
<b>TOTAL II</b>	<b>706 965</b>	<b>839 518</b>
<b>1. RESULTAT COURANT NON FINANCIER ( I - II)</b>	<b>50 088</b>	<b>-4 369</b>
<b>Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun</b>		
Excédent ou déficit transféré III	0	0
Déficit ou excédent transféré IV	0	0
<b>Produits financiers</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2	2
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL V</b>	<b>2</b>	<b>2</b>

ANNEXE au BILAN et  
au COMPTE DE RESULTAT

1 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le présent exercice couvre la période du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019.

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 99.01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations ainsi qu'aux dispositions du plan comptable des établissements et services sociaux et médico-sociaux privés.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre ;
  - indépendance des exercices ;
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base, retenue pour l'évaluation des éléments en comptabilité, est celle des coûts à leur valeur d'origine.

Changement de méthode de présentation : Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

2 - COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1. ETAT DE L'ACTIF IMMOBILISE

2.1.1. Immobilisations incorporelles

Le montant de 4 915 €, inscrit au bilan en valeur brute, se décompose comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/18	Acquisitions	Cessions	Solde au 31/12/19
Logo	2 260 €	0 €	0 €	2 260 €
Logiciels	2 655 €	0 €	0 €	2 655 €
<b>TOTAL</b>	<b>4 915 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>4 915 €</b>

Les taux et modes d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Logo : Linéaire : 20 %
- Logiciels : Linéaire : 100 %

2.1.2. Immobilisations corporelles

Le montant de 39 952 €, inscrit au bilan en valeur brute, se décompose comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/18	Acquisitions	Cessions (mises au rebut)	Solde au 31/12/19
Matériel industriel	4 511 €	0 €	0 €	4 511 €
Installations générales	15 550 €	0 €	0 €	15 550 €
Matériel de bureau et informatique	16 883 €	0 €	0 €	16 883 €
Mobilier	3 008 €	0 €	0 €	3 008 €
<b>TOTAL</b>	<b>39 952 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>39 952 €</b>

Les taux et modes d'amortissement pratiqués sont les suivants :

- Matériel industriel : Linéaire : 20 %
- Installations générales : Linéaire : 10 %
- Matériel de bureau et informatique : dégressif : 40 et 50 %
- Mobilier : Linéaire : 10 %

2.1.3. Immobilisations financières

Le montant de 7 250 €, inscrit au bilan en valeur brute, se décompose comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/18	Acquisitions	Cessions	Solde au 31/12/19
Dépôts	6 095 €	0 €	0 €	6 095 €
Cautionnements	1 155 €	0 €	0 €	1 155 €
<b>TOTAL</b>	<b>7 250 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>7 250 €</b>



## 2.7. VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS

Libellé	Solde au 31/12/18	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/19
Report à nouveau	192 662 €	4 637 €	0 €	197 299 €
Résultat de l'exercice	4 637 €	50 198 €	4 637 €	50 198 €
Subventions d'investissement	0 €	0 €	0 €	0 €
Autres Réserves	52 016 €	0 €	0 €	52 016 €
Provisions réglementées	28 788 €	0 €	0 €	28 788 €
<b>TOTAL</b>	<b>278 103 €</b>	<b>47 872 €</b>	<b>4 637 €</b>	<b>321 338 €</b>

La variation du report à nouveau s'explique par la comptabilisation en 2019 de la dette pour congés à payer, dépense refusée par l'autorité de tarification.

## 2.8. PROVISIONS

Une somme de 128 300 € de CNR a été allouée pour 2018 (121 100 € pour le CAARUD et 7 200 € pour LE CSAPA) ; l'ARS a demandé que cette somme soit comptabilisée en provisions pour risques et charges or, conformément au Plan Comptable Général, elle aurait dû être comptabilisée en fonds dédiés.

## 2.9. ENGAGEMENTS

Une estimation des indemnités de fin de carrière a été réalisée ; la dette actuarielle s'élève à un montant total de 96 898,58 €.

## 2.10. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE LIÉS À L'ÉPIDÉMIE DE COVID-19

Conformément aux articles 833-1, 833-2/1/d et 833-2/3 du Plan Comptable Général ; à l'avis de l'ordre des Experts Comptables et de la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes, il est précisé qu'il n'est pas attendu que l'épidémie de Covid-19 ait des conséquences significatives sur les comptes de l'association en 2020.

## 2.2. ÉTAT DE L'ACTIF CIRCULANT

### 2.2.1. Créances :

- Usagers et comptes rattachés	200 €
- Autres créances	40 083 €
- Charges constatées d'avance	0 €

## 2.3. ÉCHEANCE DES DETTES ET DES CRÉANCES

L'échéance de toutes les dettes et créances inscrites au bilan est à moins d'un an.

## 2.4. ÉTAT DES CHARGES À PAYER

- Dettes fournisseurs	47 547 €
- Factures non parvenues	4 482 €
- Autres rémunérations et charges sociales	75 887 €
- Dettes fiscales	9 804 €
- Autres dettes	0 €

## 2.5. SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

Situations Ressources	Montant Initial	Fonds à engager au 01/01/19	Utilisation en cours d'exercice 2019	Engagement à réaliser s/nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager au 31/12/19
CPAM (Dot. CAARUD 2010)	45 000 €	38 263 €	0 €	0 €	38 263 €
CPAM (Dot. CSAPA 2010)	105 000 €	62 296 €	0 €	0 €	62 296 €
CPAM (Dot. CAARUD 2012)	15 000 €	10 920 €	0 €	0 €	10 920 €
CPAM (Dot. CSAPA 2012)	15 000 €	9 900 €	0 €	0 €	9 900 €
CPAM (Dot. CAARUD 2016)	10 000 €	10 000 €	0 €	0 €	10 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>190 000 €</b>	<b>131 379 €</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>	<b>131 379 €</b>

## 2.6. SUIVI DES FONDS ASSOCIATIFS

Le délai entre la transmission aux financeurs des comptes administratifs et leur acceptation définitive est d'environ deux ans. Nous n'avons pas à ce jour de retour définitif concernant les comptes administratifs 2018 ; l'affectation du résultat porte ainsi sur l'exercice n-2.



**FIGESTAUDIT**

Société de commissariat aux comptes

## **ASSOCIATION NOVA DONA**

Siège social : 12, allée Gaston Bachelard – 75 014 PARIS

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

-+--+--+--

### **RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

#### **SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 juin 2020

Siège social : 12, rue Tronchet - 75008 Paris

T é l . : 0 1 4 2 6 8 3 4 0 0

[www.figest.fr](http://www.figest.fr) - [contact@figest.fr](mailto:contact@figest.fr)

S.A.R.L. au capital de 4 000 euros - 509 745 154 R.C.S. Paris

Société de commissariat aux comptes membre de la Compagnie Régionale de Paris Ile-de-France

N° de TVA Intracommunautaire : FR16 509 745 154

## **RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**

Exercice clos le 31 décembre 2019

---

Aux Membres de l'Association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de cette mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relatifs à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents dont elles sont issues.

### **Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

### **Convention déjà approuvée par l'Assemblée Générale :**

Par ailleurs, nous avons été informés, conformément aux articles L.313-25 et R.314-59 du Code de l'action sociale et des familles, que l'exécution de la convention suivante s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

Avec Monsieur Mustapha BENSLIMANE : Monsieur Mustapha BENSLIMANE a perçu, durant l'exercice clos le 31 décembre 2019, en sa qualité de directeur, une rémunération brute égale à 58 329 Euros.

Fait à REIMS, le 12 juin 2020

Julien DURAND  
Commissaire aux comptes  
Responsable Technique et  
Gérant de la société FIGESTAUDIT

